

Jean-François Richard, chef du projet «mer Rouge-mer Morte» à l'AFD : «Les besoins en eau vont doubler»

Jean-François Richard, ingénieur, chef du projet «mer Rouge-mer Morte» à l'Agence française du développement (1)

Quelle est la cause de la baisse du niveau de la mer Morte ?

La mer Morte est une impasse dans laquelle se déversent les eaux du Jourdain et de son principal affluent, le Yarmouk. Durant des millénaires, son niveau est resté stable, à près de 400 mètres en dessous du niveau de la mer, l'évaporation compensant les entrées d'eau. Mais, depuis quelques décennies, les prélèvements israéliens sur le Jourdain, ainsi que, dans une bien moindre mesure, ceux effectués par la Jordanie et la Syrie sur le Yarmouk, sont tels que le débit du Jourdain a chuté de façon dramatique. Il était de 1 350 millions de mètres cubes par an il y a un siècle, il est passé à 450 en 1975 et à 290 en 2000.

Un canal, convoyant de l'eau de la mer Rouge pourrait-il vraiment «sauver la mer Morte» ?

Oui. C'est là le premier objectif affiché, car il est le plus facilement lisible, le plus médiatique : la mer Morte est un symbole fort, chargé d'histoire, personne n'a envie de la voir disparaître, d'autant qu'elle est un site touristique important dans la région. Mais l'autre objectif du canal, plus prosaïque, est tout simplement vital pour les populations de la région : il doit leur fournir de l'eau douce. D'ici vingt ans, les besoins en eau de la région vont doubler.

L'intérêt majeur de ce projet est qu'il prévoit d'exploiter la différence de niveau entre la mer Rouge et la mer Morte pour déstaliniser la majeure partie des eaux transférées et produire à bas coût de l'électricité. On aurait ainsi plus d'un milliard de mètres cubes d'eau douce par an, à un prix que l'étude de faisabilité précisera, mais qui restera compatible avec des usages domestiques, même s'il sera sans doute trop élevé pour des usages agricoles. Une fois désalinisée, l'eau devra en effet être montée à Amman, qui se trouve à une altitude de 900 mètres, et à Jérusalem, perchée à 500 mètres.

Pourquoi ne pas gérer de façon plus sobre les eaux du Jourdain ?

Quelle que soit sa gestion, le Jourdain ne pourra pas satisfaire ces besoins en eau potable et d'irrigation, surtout avec le développement de l'économie des trois riverains. Toute la région connaît une pénurie structurelle de cette ressource, la disponibilité en eau y étant inférieure au seuil de rareté estimé à 500 m³ par an et par habitant. La situation est particulièrement préoccupante pour les Jordaniens et les Palestiniens. Cette disponibilité est évaluée pour les premiers à 180 m³, pour les seconds à 103 m³. Et leur avenir s'annonce plus difficile, vu leur forte croissance démographique.

La mer Morte est située sur l'axe d'une faille d'effondrement qui sépare l'Asie de l'Afrique. N'est-ce pas dangereux d'y construire un canal ?

C'est l'un des points qui sera examiné par l'étude de faisabilité. Les Jordaniens souhaitent que ce canal, dont ils seront les principaux bénéficiaires, passe sur leur territoire, au piémont d'une zone montagneuse sensible géologiquement. Certes, il n'y a pas à craindre de voir la mer Rouge envahir la mer Morte en cas de séisme, car l'eau de la mer Rouge sera pompée pour être amenée quelques dizaines de mètres plus haut, avant de s'écouler par gravité vers la mer Morte. En cas de problème, il suffira de stopper le pompage pour arrêter le flux. En revanche, il faut évaluer les risques de pollution des nappes phréatiques que pourraient engendrer des fissures de l'ouvrage, voire sa rupture sous l'effet d'un tremblement de terre.

Est-il possible d'anticiper l'impact environnemental de ce grand transfert d'eau ?

Le projet prévoit une étude d'impact qui, en deux ans, devrait évaluer les effets possibles du canal sur l'écosystème très particulier de la mer Morte, et aussi sur celui de la mer Rouge, qui est un milieu fragile. D'aucuns s'inquiètent que le

pompage d'eau crée un courant dans le Golfe, qui est aujourd'hui un cul-de-sac. Le débit du pompage sera cependant très faible, de l'ordre de quelques dizaines de mètres cubes par seconde, un huitième de celui de la Seine, alors que la mer Rouge constitue un réservoir considérable.

La France a promis d'investir, via l'AFD, 3 millions d'euros sur les 15 que vont coûter les études de faisabilité et d'impact du canal. Vous estimez que ce projet est réaliste ?

Au plan technique, il n'a rien d'extraordinaire. On a déjà réalisé des transferts d'eau comparables, aux Etats-Unis, par exemple. C'est ainsi qu'est alimentée la ville de Phoenix, par un canal gigantesque venant du Colorado. Et il y a d'autres projets du même genre à l'étude, au Lesotho, au Brésil. Les études préliminaires devront dire si le projet est pérenne, au plan environnemental, et s'il est économiquement viable. La construction du canal pourrait être financée par les bailleurs de fonds internationaux comme la Banque mondiale et des fonds publics bilatéraux, mais pour les unités de production d'énergie et de dessalement, leur construction pourrait intéresser des sociétés concessionnaires s'il est montré qu'elles peuvent avoir affaire à des clients solvables. Si tel est le cas, je pense que ce canal pourra être construit, en une dizaine d'années, et qu'il sera indispensable de le faire.

Recueilli par Corinne BENSIMON

(1) AFD : agence sous la tutelle du ministère des Finances et du ministère des Affaires étrangères.